



L'équipe de tournage de l'APAK, association des producteurs kichwas d'Equateur.

L'enjeu des médias autochtones

Les médias jouent un rôle primordial pour défendre les droits des peuples autochtones victimes de discriminations en Amérique centrale et du Sud. Plus encore, depuis quelques années, c'est le développement de médias produits par les autochtones eux-mêmes qui sert au mieux leur cause. Un travail toutefois semé d'embûches. PAR YVES MERZ

Journaliste à 24Heures et membre de l'association Traditions pour Demain (voir encadré), j'ai personnellement pu me rendre compte de ces difficultés lors d'un séjour en Equateur en 2014. Je suis allé à la rencontre de deux associations engagées dans la production de médias: l'Asociación de Jóvenes Kichwas de Imbabura (AJKI), qui publie une revue en langue kichwa, Wiñay Kawsay, (la seule du pays), et l'Asociación de Productores Audiovisuales Kichwas (APAK), qui produit une émission TV hebdomadaire, Bajo un Mismo Sol (apakotavalo.tv). Depuis, je reçois régulièrement des informations sur leurs activités et le combat qu'elles mènent pour obtenir leurs droits à la communication.

L'exemple d'APAK illustre très bien les difficultés qu'ont les peuples autochtones à développer leurs propres médias. Basée à Otavalo, APAK produit Bajo un Mismo Sol (BMS) depuis plusieurs années. Ses reportages portent sur les traditions vivantes de la

zone nord de l'Equateur, de l'Amazonie et de la côte pacifique (minorités afro-descendantes). Dans cette région vivent 14 des 34 peuples autochtones d'Equateur. APAK produit son émission de A à Z, avec le soutien financier de plusieurs ONG, dont Traditions pour Demain.

Il a fallu du temps pour que ces gens très humbles et très réservés acceptent d'être filmés. Dans chaque endroit, APAK revient une fois le montage terminé pour montrer les images aux communautés concernées, et ainsi, gagner leur confiance, parfois jusque dans des contrées très éloignées dans les montagnes des Andes ou dans la forêt d'Amazonie. Aujourd'hui, les autochtones des différents peuples ont compris que les médias permettaient de montrer dans quelles conditions ils vivent et participaient à la défense de leurs intérêts. Notamment quand leur milieu naturel est menacé par des projets d'extraction de matières premières.

Le problème, alors que le produit est de très bonne qualité (reconnu au niveau national et international, plusieurs fois primé), c'est qu'aucune chaîne équatorienne n'achète son émission, tant au niveau national que régional. APAK doit même négocier (et parfois payer) la possibilité de diffuser BMS sur des chaînes locales. En conséquence, l'équipe de production doit minimiser les coûts à l'extrême et ne parvient pas à être autonome financièrement.

C'est d'autant plus choquant que la loi équatorienne sur la Communication de 2013 oblige les médias à publier au moins 5% de contenus culturels indigènes. Loi qui aurait dû permettre de donner davantage de visibilité à la culture autochtone, mais qui n'est de loin pas appliquée. Les TV détournent l'esprit de la loi en créant des émissions dites «culturelles» qui proposent des jeux simples de traduction de l'espagnol en kichwa, ou qui se contentent de mettre à l'écran un présentateur originaire d'un village autochtone, coiffé d'un chapeau folklorique, ou encore, qui se limitent à diffuser quelques belles images des populations originaires dans leurs costumes traditionnels.

Au contraire, les peuples autochtones veulent lutter contre cette image dégradante de la folklorisation de leurs traditions et de leurs cultures. Ils ne veulent pas qu'on montre de «belles images» d'eux et ne veulent pas que d'autres racontent leurs traditions. Ils veulent eux-mêmes exposer leur culture profonde, raconter leur histoire millénaire et leurs savoirs ancestraux, expliquer leur organisation sociale, leur cosmovision, leur mode de vie communautaire...

Il y a pire. Les chaînes publiques se sont alliées pour investir dans la production d'un programme avec un contenu interculturel subventionné par un organisme d'Etat. Ce programme occupe un espace qui aurait pu être dédié aux productions autochtones. Les chaînes privées ont fait de même. Ainsi, toutes les principales chaînes nationales ont assuré leur pourcentage de contenu interculturel et ont pu éviter les amendes. «Cela a pour effet d'empêcher toute possibilité de vendre des productions indépendantes et autochtones à l'échelle nationale», s'insurge **Samia Maldonado**, directrice d'APAK.

Le soutien d'une ONG suisse aux médias autochtones

Traditions pour Demain, association active dans la sauvegarde du patrimoine immatériel des peuples autochtones depuis 30 ans (www.tradi.info), a pris conscience de l'importance croissante des médias pour la défense de leurs intérêts. «La radio a été le premier média entre les mains des peuples autochtones dans les années huitantes», souligne son président **Diego Gradis**. L'écrit, pour des raisons diverses (analphabétisme, coût de production et de diffusion, manque de préparation), est resté très marginal. Puis le numérique, depuis la fin de la première décennie de ce siècle, a explosé les possibilités de communication, d'abord par la radio en ligne, puis par les réseaux sociaux et, de manière plus marginale, par la production télévisuelle et de vidéos en ligne.» Pour Diego Gradis, développer ces

médias est essentiel à différents points de vue: «Ils offrent l'opportunité de s'adresser au reste de la société non autochtone des pays concernés, et même au-delà, pour leur communiquer une information sur l'existence des peuples autochtones, sur leur contexte de vie, leurs préoccupations et le fait qu'ils font effectivement partie d'une société pluriculturelle. Ces éléments ne sont pour ainsi dire jamais diffusés par les médias classiques. C'est aussi un moyen de défendre leurs droits et de présenter leurs positions sur des sujets les concernant. Ainsi, ils peuvent participer à la vie politique. Enfin, cela représente une industrie créative contribuant à la diversité des expressions culturelles, qui génère des ressources et des emplois.» Dès le début de son action, Traditions pour Demain s'est

Avec l'arrivée au pouvoir de Lenín Moreno en mai 2017, les choses semblent bouger. Une vague de dénonciations pour corruption au sein du précédent gouvernement entraîne des poursuites de nombreux fonctionnaires. Le nouveau gouvernement a créé des tables de dialogue à travers le pays en vue de réformer la loi sur la communication. APAK a été invitée à participer à ces tables de dialogue sur la loi de la communication. «Mais à ce jour, on a plutôt l'impression qu'on risque de perdre les droits acquis dans la loi précédente», craint Samia Maldonado.

Pour APAK, l'enjeu est maintenant très clair. L'association cherche à obtenir son propre canal de fréquence. Elle en a fait la demande et attend une réponse depuis des mois. Quand j'étais sur place en 2014, les éditeurs et les journalistes autochtones se montraient publiquement très réservés sur ces questions politiques. De peur d'être victimes de représailles. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Bajo un Mismo Sol a introduit un espace de dialogue libéré dans son émission. On y critique ouvertement ces manipulations et cette discrimination. Et les Kichwas expriment leurs revendications avec force: distribution démocratique des fréquences, décentralisation des médias, et surtout, reconnaissance des médias communautaires.

Il s'agit là d'une revendication indirecte et légitime du respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (adoptée le 13 septembre 2007) qui proscrit la discrimination contre ces peuples et institue très précisément le droit des autochtones «d'établir leurs propres médias dans leur propre langue et d'accéder à toutes les formes de médias non autochtones sans discrimination» (art. 16).

intéressée aux projets de médias autochtones, principalement autour des radios communautaires (créations de stations radio et soutien à la production de programmes). Depuis une dizaine d'années, les projets «médias» se sont multipliés: journaux, revues, station de TV, production vidéo, programmes radios, réseaux sociaux. Tout cela par le soutien à la formation, à la production et à la diffusion. Mais les problèmes sont encore nombreux: manque de moyens financiers, manque de formation à la fois technique ou en communication, alphabétisme élevé parmi les indigènes, discrimination, et donc difficulté de diffuser leur production au niveau national, corruption auprès de certains organismes publics qui octroient les fréquences ou les licences...